

Impact de l'exposition chronique à la pollution de l'air sur la mortalité en France : point sur la région Ile-de-France

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'exposition à des polluants de l'air favorise le développement de maladies chroniques graves, pouvant conduire à des décès.

L'évaluation quantitative des impacts sanitaires (EQIS) permet de rendre compte de l'impact de la pollution de l'air en calculant le « poids » que représente cette pollution dans la mortalité en France. Cette évaluation permet ainsi de quantifier les bénéfices sanitaires attendus d'une amélioration de la qualité de l'air.

Jusqu'en 2016, ce type d'évaluation n'était réalisé que pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants. Pour la première fois, l'impact de l'exposition chronique aux particules fines (PM_{2,5}) sur la mortalité a été estimé pour tout le territoire de la France continentale.

Dans cette étude, l'évaluation a été faite en utilisant une relation concentration-risque établie à partir d'études portant sur des populations françaises et européennes. Elle a utilisé un modèle national de la pollution atmosphérique fournissant, pour les années 2007-2008, des concentrations en particules fines comparables sur toute la France. Ce modèle peut toutefois être moins précis que des modèles locaux spécifiques.

L'étude nationale a porté sur 61,6 millions d'habitants, dont 6,9 millions vivaient en Ile-de-France.

Ce document résume les principaux résultats pour la région Ile-de-France.

LA POLLUTION AUX PARTICULES FINES (PM_{2,5}) EN ILE-DE-FRANCE

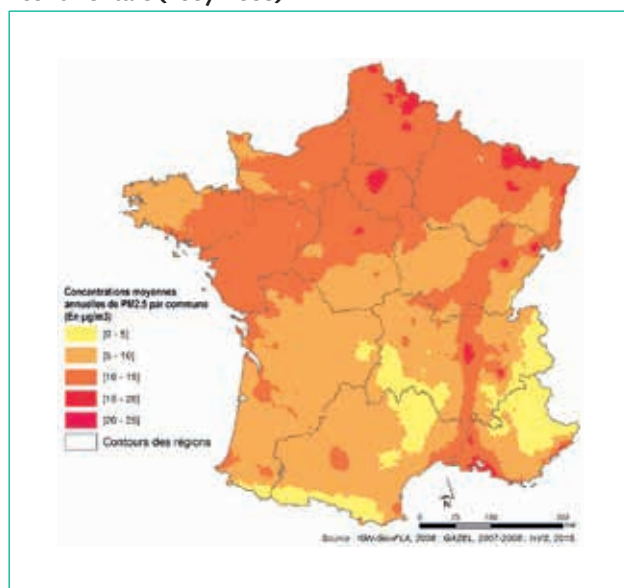
Dans les communes de France continentale, les concentrations moyennes annuelles de particules fines (PM_{2,5}) estimées par le modèle pour 2007-2008 variaient de 1 à 22 µg/m³. En Ile-de-France, les concentrations moyennes en particules fines (PM_{2,5}) les plus élevées étaient estimées pour l'agglomération parisienne et variaient entre 17,2 et 18,9 µg/m³. Ces concentrations diminuaient lorsqu'on s'éloigne de la zone centrale. Ainsi, dans les départements situés en grande couronne, elles variaient entre 12,8 et 14,3 µg/m³.

Ces concentrations sont issues d'un modèle national qui ne permet pas d'avoir des informations précises à l'échelle locale.



FIGURE 1

Concentrations moyennes annuelles de PM_{2,5} en France continentale (2007-2008)



En 2007-2008, en Ile-de-France, 100 % de la population habitait dans des communes exposées à des concentrations moyennes annuelles de PM_{2,5} dépassant la valeur recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (10 µg/m³).

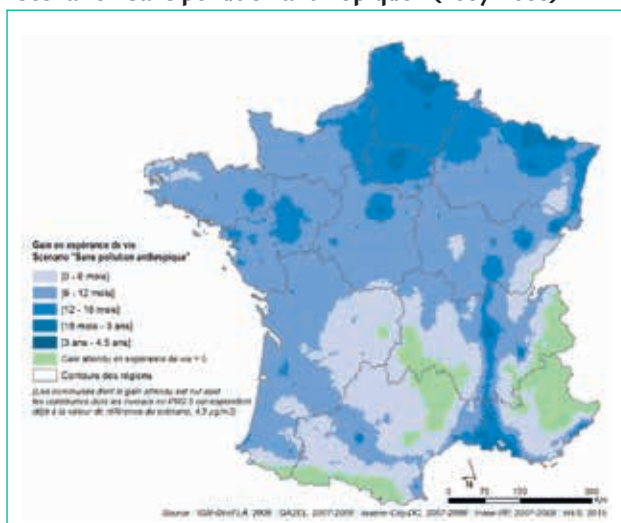
Pour plus d'informations sur la pollution atmosphérique consulter le site Internet d'Airparif : <http://www.airparif.asso.fr>

LE « POIDS » DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE EN ILE-DE-FRANCE

En France, les communes les moins polluées sont situées dans les massifs montagneux, en altitude. Dans un scénario sans pollution atmosphérique où la qualité de l'air en France continentale serait identique à celle de ces communes les moins polluées (5 µg/m³), plus de 48 000 décès seraient évités chaque année en France dont plus de 10 200 en Ile-de-France. Ceci représenterait une baisse de 9 % de la mortalité en France et 15 % dans la région. Les personnes de 30 ans gagneraient alors en moyenne 9 mois d'espérance de vie (figure 2).

I FIGURE 2 I

Espérance de vie gagnée à 30 ans (en mois) dans le scénario « sans pollution anthropique » (2007-2008)



LES BÉNÉFICES ATTENDUS D'UNE AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR EN ILE-DE-FRANCE

L'atteinte en tout point du territoire français d'une qualité de l'air équivalente à celle observée sur les sommets montagneux semble peu réaliste. Toutefois, **si toutes les communes atteignaient les concentrations les plus faibles¹ observées dans les communes équivalentes (en matière de type d'urbanisation et de taille)**, 34 000 décès seraient évités chaque année en France, et les personnes de 30 ans gagneraient, toujours en moyenne, 9 mois d'espérance de vie. En Ile-de-France, 7 000 décès seraient évités chaque année. Ceci représenterait un gain moyen de 11 à 13 mois d'espérance de vie à 30 ans selon la typologie de la commune (rurale, moyenne, grande). Ces bénéfices ne seraient pas observés uniquement dans les grandes villes, mais également dans les villes de taille moyenne et dans les communes rurales.

¹ Concentration observée dans les 5 % de communes équivalentes les moins polluées.

Contact

Sabine Host, Observatoire régional de santé (ORS) Ile-de-France (secretariat@ors-idf.org)
Céline Legout, Cellule d'intervention en région (Cire) Ile-de-France (ars-idf-cire@ars.sante.fr)

Pour en savoir plus

Les documents ci-dessous sont accessibles en ligne à l'adresse suivante :

<http://invs.santepubliquefrance.fr/Dossiers-thematiques/Environnement-et-sante/Air-et-sante/Publications>

Pascal M., de Crouy Chanel P., Medina S, Wagner V., Gloria S., *et al.* Impacts de l'exposition chronique aux particules fines sur la mortalité en France continentale et analyse des gains en santé de plusieurs scénarios de réduction de la pollution atmosphérique. Saint-Maurice : Santé publique France; 2016. 12 p.

Mots clés : pollution atmosphérique, évaluation quantitative des impacts sanitaires (EQIS), Ile-de-France

Citation suggérée :

Host S, Legout C. Impact de l'exposition chronique à la pollution de l'air sur la mortalité en France : point sur la région Ile-de-France. Saint-Maurice : Santé publique France ; 2016. 2 p. Disponible à partir de l'URL : www.santepubliquefrance.fr

Si l'objectif de respecter partout la valeur guide de PM_{2,5} recommandée par l'OMS pour protéger la santé (10 µg/m³) était atteint, alors 17 000 décès seraient évités par an en France, dont près de 6 000 (soit 9 %) en Ile-de-France. Ces bénéfices concerneraient majoritairement les communes appartenant à l'agglomération centrale, contrairement au scénario précédent.

Enfin, si les seuils pour les PM_{2,5}, proposés par le Grenelle de l'environnement (15 µg/m³) ou celui de la valeur cible pour 2020 de la directive européenne (20 µg/m³) étaient respectés, alors le bénéfice sanitaire serait très faible en France, mais relativement marqué en Ile-de-France pour le premier scénario. En effet, un abaissement du niveau moyen de PM_{2,5} à 15 µg/m³ permettrait d'éviter de l'ordre de 1 900 décès.

EN CONCLUSION

L'EQIS confirme que la pollution de l'air a un impact sur la mortalité dans les différentes régions de la France continentale. Les résultats de cette EQIS montrent également que les différents scénarios de baisse des niveaux de pollution conduisent à des gains d'espérance de vie considérables pour la population française. Ils montrent aussi des inégalités territoriales, et un impact sanitaire non négligeable en zones rurales.

La pollution agit aux niveaux respiratoire et cardiovasculaire, mais également sur des troubles de la reproduction et du développement de l'enfant, des maladies endocriniennes ou encore neurologiques. Améliorer la qualité de l'air se traduirait non seulement par une baisse de la mortalité, mais aussi par une amélioration de la santé et de la qualité de vie significative dans la région.

Améliorer la qualité de l'air est l'affaire de tous car il est nécessaire d'agir dans tous les secteurs (urbanisme, transport, chauffage, industrie, agriculture).

Cette amélioration de la qualité de l'air doit aussi être prise en compte dans la démarche de lutte contre le réchauffement climatique afin d'améliorer la santé aujourd'hui tout en protégeant les générations futures.